



COMMUNIQUE

Le Comité de Suivi s'est rendu mardi 19 août 2003 à Korhogo en vue de faire le point de la situation avec les Forces Nouvelles ainsi que la Société Civile dans cette région de la Côte d'Ivoire.

Des séances de travail ont eu lieu avec divers groupes dont notamment la direction politique des Forces Nouvelles, les enseignants, le personnel de la santé, les Chefs coutumiers et autorités religieuses, les représentants des secteurs de l'artisanat, des transports, du commerce, des Organisations Non Gouvernementales de même que certaines agences humanitaires en place à Korhogo en particulier le CICR et Médecins Sans Frontière -Belgique.

Des discussions que le Comité de Suivi a eues avec les uns et les autres, il ressort notamment :

- L'ardent souhait des structures traditionnelles et religieuses de Korhogo de poursuivre, dans un cadre élargi à tous leurs homologues, sur l'ensemble du territoire national, leurs démarches en faveur de la paix et de la réconciliation ;
- Un certain nombre de doléances relatives principalement :
 1. à la mise en œuvre des mesures visant la réunification et l'intégrité territoriale ;
 2. à la validation de l'année académique ;
 3. à la liberté d'acheminement des médicaments sur l'ensemble du territoire ;
 4. au déploiement des forces impartiales au Nord en vue de contribuer non seulement à la sécurisation des frontières mais aussi d'assurer la libre circulation des personnes et des biens ;
 5. aux mesures à mettre en œuvre pour permettre aux émissions de la RTI de se faire entendre sur l'ensemble du territoire ivoirien ;
 6. à la réouverture dans le Nord du pays, des établissements financiers.

Le Comité de Suivi a noté tous ces points qui s'inscrivent dans la logique du retour à la normalisation de la vie politique, économique et sociale.

Il exprime sa solidarité à l'égard des populations éprouvées et courageuses et les exhorte à poursuivre l'action pour la recherche de solutions à la crise que vit la Côte d'Ivoire.

Le Comité de Suivi pour sa part réaffirme son engagement à accompagner le gouvernement et le peuple ivoiriens dans toutes les démarches positives qu'exige la sortie de crise voulue par tous.

Fait à Abidjan, le 21 août 2003